

Conjoncture internationale au deuxième trimestre 2016

Incertitudes suite au résultat du référendum au Royaume-Uni

À la suite du vote du Royaume-Uni en faveur d'un retrait de l'Union européenne, les prévisions de croissance mondiale ont été légèrement revues à la baisse (-0,1 point) pour 2016 et 2017 par le FMI, pour se situer respectivement à +3,1 % et +3,4 %. Les perspectives sont plus défavorables pour les pays avancés tandis qu'elles demeurent globalement inchangées pour les pays émergents et en développement. Le « Brexit », qui a pris de court les marchés financiers, est selon le FMI, de nature à accroître l'incertitude économique, politique et institutionnelle et devrait peser sur les économies des pays européens avancés, dans des proportions toutefois difficiles à quantifier. Aux États-Unis, la croissance au premier trimestre 2016 a été moins vigoureuse qu'attendu, conduisant à l'atténuation des prévisions de croissance pour 2016 de 0,2 point de pourcentage. La croissance devrait rebondir au deuxième trimestre, soutenue par la baisse des taux longs et une normalisation de la politique monétaire. Le FMI table sur une croissance moyenne de +2,2 % en 2016. Dans la zone euro, le taux de croissance a été supérieur aux prévisions au premier semestre, porté par une solide demande intérieure et un léger rebond de l'investissement. Malgré le « Brexit », les prévisions de croissance ont été revues à la hausse (+0,1 point à +1,6 %). Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 29 juillet, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2016, après +0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a perdu de sa vigueur, tandis que l'investissement s'est replié après trois trimestres consécutifs de nette hausse. Le commerce extérieur a en revanche constitué un facteur de soutien de l'activité. Le FMI maintient sa prévision de croissance pour la France en 2016 à +1,6 %. Au Japon, l'activité a été légèrement meilleure que prévu malgré une demande intérieure toujours faible et une inflation en recul. Cependant, les prévisions de croissance ont également été revues à la baisse de 0,2 point pour s'établir à +0,3 % en 2016. Les perspectives à court terme se sont améliorées en Chine, en raison de récentes mesures de soutien à la croissance (réduction des taux prêteurs, politique budgétaire expansionniste, augmentation des dépenses d'infrastructures). Le FMI prévoit une croissance du PIB de +6,6 % en 2016. Tout en présentant des perspectives différenciées, les pays émergents et en développement devraient globalement enregistrer une croissance toujours favorable mais stable en 2016 (+4,1 % après +4,0 % en 2015). Au Brésil et en Russie, la récession devrait être moins élevée, sous l'effet d'un retour de la confiance des acteurs économiques et d'une remontée des cours du pétrole.

Sources : [FMI](#) et [INSEE](#) – données arrêtées à la date du 29 juillet 2016

Les publications de l'IEDOM : <http://www.iedom.fr/iedom/publications/>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Banque de France

Indicateurs conjoncturels France et zone euro N° 331 du 5 août 2016

En France, l'indice PMI final est en hausse en juillet dans le secteur manufacturier (48,6, après 48,3 en juin) comme dans les services (50,5, après 49,9 en juin). Les immatriculations de voitures neuves reculent en juillet (- 5,0 %), après - 1,6 % en juin. En zone euro, l'indice PMI final baisse légèrement dans le secteur manufacturier (52,0, après 52,8 en juin) mais reste relativement stable dans les services (52,9, après 52,8 en juin).

Télécharger la publication : https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/indicateurs-conjoncturels-05-08-2016.pdf

Union européenne

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,1 % en juin 2016, stable par rapport à mai 2016, et en baisse par rapport au taux de 11,0 % observé en juin 2015. Il s'agit toujours du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis juillet 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,6 % en juin 2016, soit le même niveau par rapport à mai 2016, et en baisse en glissement annuel (9,5 % en juin 2015). Cela reste le taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis mars 2009. Eurostat estime qu'en juin 2016, 20,986 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,269 millions dans la zone euro. Par rapport à mai 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 91 000 dans l'UE28 et de 37 000 dans la zone euro. Comparé à juin 2015, le chômage a baissé de 2,114 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,363 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été observés à Malte (4,0 %), en République tchèque (4,1 %) ainsi qu'en Allemagne (4,2 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (23,3 % en avril 2016) et en Espagne (19,9 %).

Publications au Journal officiel

Décret n° 2016-1052 du 1^{er} août 2016 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO) définissant les modalités d'admission de la Martinique au statut de membre associé de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale, signé à Schœlcher le 4 février 2015 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032962830&categorieLien=id>

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

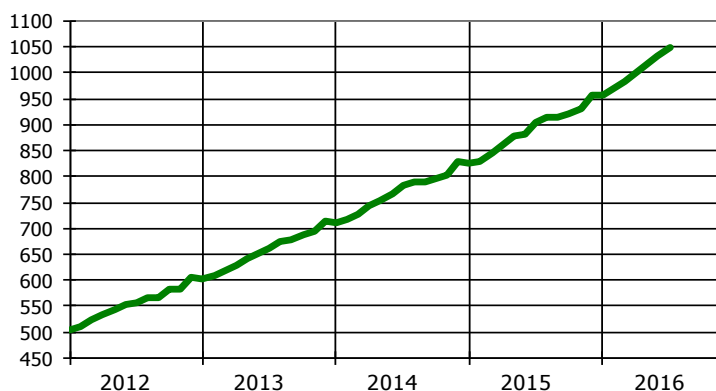
Les émissions nettes cumulées de billets

En juillet 2016, les émissions nettes cumulées de billets ont augmenté de 16,2 millions d'euros, après une hausse de 16,0 millions le mois précédent. Elles s'établissent à 1,048 milliard d'euros, soit une progression annuelle de 15,7 %.

Le nombre de billets émis en juillet est constitué à 68,1 % par la coupure de 50 € (qui représente 62,9 % de la valeur globale de l'émission nette de billets).

La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc dépréciée de 13 centimes pour s'établir à 54,08 € au 31 juillet 2016.

Émissions nettes cumulées de billets (en millions d'euros)



Source : IEDOM

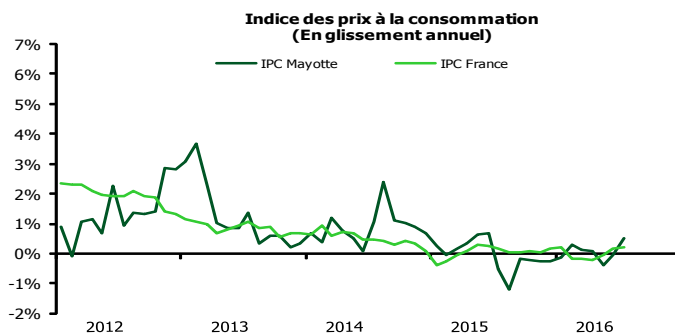
BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Les prix augmentent de 0,3 % au mois de juillet

Après une hausse de 0,2 % en juin, l'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente de nouveau de 0,3 % au mois de juillet.

Cette progression est portée par l'accroissement des prix des services (+1,3 %) ainsi que de ceux de l'énergie (+1,0 %). En revanche, les prix de l'alimentation diminuent de 0,5 % et ceux des produits manufacturés de 0,4 %.

Sur un an, l'IPC enregistre également une augmentation de 0,5 %, soutenu par la progression des prix des services (+2,8 %) et de ceux de l'alimentation (+1,7 %). Cette hausse est toutefois limitée par la réduction des prix de l'énergie (-4,0 %) et de ceux des produits manufacturés (-2,3 %).



Base 100 : année 2006 (Mayotte)
Base 100 : année 2015 (France)
Source : INSEE

Mise en application de la prime d'activité à Mayotte

Nouveau dispositif résultant de la fusion du RSA activité et de la prime pour l'emploi, la prime d'activité est mise en application à Mayotte à compter du 1^{er} juillet 2016. Ce dispositif est une aide financière visant à encourager l'activité et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux revenus modestes. Il est ainsi réservé exclusivement aux personnes pouvant justifier d'une activité déclarée. La prime d'activité sera toutefois applicable à Mayotte avec quelques spécificités, les règles de calcul et les critères d'éligibilité n'étant pas les mêmes par rapport à la Métropole et aux autres départements d'Outre-mer. Les usagers mahorais ne pourront ainsi pas utiliser le simulateur Internet ni l'application mobile dédiés au dispositif.

Le premier paiement de la prime d'activité est prévu dans le courant du mois d'octobre 2016, avec un effet rétroactif au 1^{er} juillet 2016.

Début des travaux pour le Plan climat énergie territorial

Le Conseil départemental (CD) de Mayotte a lancé les travaux pour la définition du Plan climat énergie territorial (PCET). Le PCET vise deux objectifs principaux :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre et limiter ainsi l'impact du territoire sur le climat,
- Réduire la vulnérabilité du territoire au changement climatique par la mise en place de politiques prenant en compte lesdits changements.

Outre la démarche de développement durable, la réalisation du PCET va également permettre au CD de Mayotte de se conformer à la loi dite « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, qui rend obligatoire la mise en place d'un PCET pour toutes les collectivités de plus de 50 000 habitants.

Signature d'une convention AFD-SIEAM pour le soutien au plan de développement et de réhabilitation du système d'assainissement de Mayotte

Afin de répondre aux problématiques liées à l'assainissement et au traitement des eaux usées à Mayotte, le Syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Mayotte (SIEAM) a mis en place, via un Plan pluriannuel d'investissement (PPI), un programme ambitieux de réhabilitation et de développement du système d'assainissement de l'île pour la période 2015-2020. D'un montant global de 220 millions d'euros, ce PPI a déjà reçu le soutien de plusieurs partenaires financiers dont le ministère de l'Outre-mer et les fonds européens grâce au dispositif FEDER. Pour les investissements de l'année 2015, d'un coût total de 15 millions d'euros, l'Agence française de développement (AFD) a contribué à hauteur de 2,25 millions d'euros via un prêt bonifié par l'État. Cet engagement a été formalisé par la signature de deux conventions de financement liant les deux institutions.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	juil-16	118,7	0,3%	0,5%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	mars-16	12 050	0,9%	11,7%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles mars-16	36 749	-7,6%	-9,4%
	(hors hydrocarbures)	cumulées mars-16	108 779	-	-1,7%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles mars-16	499	-20,0%	-31,8%
		cumulées mars-16	1 533	-	16,3%
	Taux de couverture	mensuel mars-16	1,36%	-0,21 pt	-0,45 pt
	cumulé mars-16	1,41%	-0,03 pt	0,22 pt	

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aérien (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels mai-16	356	-26,7%	-17,6%
		cumulés mai-16	2 628	-	25,9%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels mai-16	16 717	-14,2%	-32,3%
		cumulés mai-16	102 119	-	-6,0%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels mai-16	10,8	-37,1%	-63,6%
		cumulés mai-16	93,3	-	-29,6%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles mars-16	16 928	21175,2%	2713,6%
		cumulées mars-16	17 031	-	1,3%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)	mars-16	42 129	0,2%	2,7%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée mars-16	77 432	-	10,0%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle mars-16	12 217	8,3%	13,0%
		cumulée mars-16	34 747	-	12,5%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles mars-16	243	8,0%	14,6%
		cumulées mars-16	683	-	7,7%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels mars-16	519	2,6%	5,5%
		cumulés mars-16	1 498	-	-1,1%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :				
	- en tonnes	mensuelles mars-16	1,3	-10,3%	-29,0%
		cumulées mars-16	2,8	-	-23,9%
	- en milliers euros	mensuelles mars-16	10,1	-21,7%	-44,1%
		cumulées mars-16	23,1	-	-35,2%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊTS ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,00%	16/03/2016
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016
Taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016

Taux d'intérêt légal 2em semestre 2016 - JORF du 26/06/2016

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :		Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/16)				
	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*	
	4,35%	0,75%	0,75%	1,25%	1,00%	0,50%
Autres cas :		* hors prime d'Etat				
	0,93%					

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

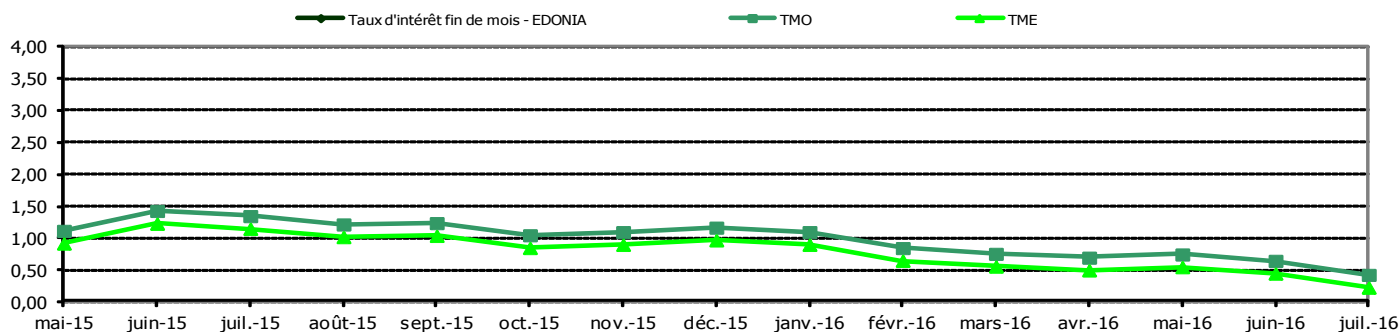
Taux d'intérêt fin de mois - EONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Avril	Mai	Juin	Juillet	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,3330%	-0,3240%	-0,2930%	-0,3210%	-0,3710%	-0,2970%	-0,1860%	-0,0490%
Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'État (TMO)			
Avril	Mai	Juin	Juillet	Avril	Mai	Juin	Juillet
0,50%	0,55%	0,45%	0,23%	0,70%	0,75%	0,65%	0,43%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} juillet 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	3,92%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,05%
Prêts à taux variable	3,36%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,77%
Prêts-relais	4,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,16%
Autres prêts		Découverts en compte	13,37%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	19,92%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,72%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	12,91%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,40%	Découverts en compte	13,37%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

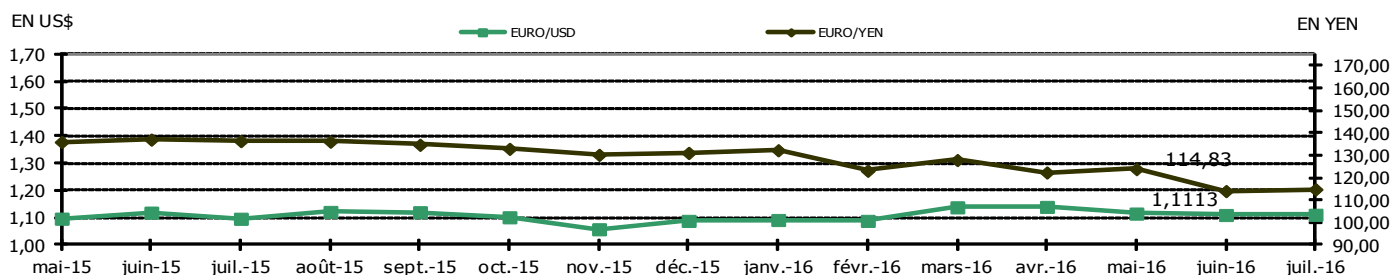
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (États-Unis)	1,1113	EURO/ZAR (Afrique du Sud)	15,7301	EURO/SRD (Surinam)	8,0205
EURO/JPY (Japon)	114,8300	EURO/BWP (Botswana)	11,7948	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9814
EURO/CAD (Canada)	1,4643	EURO/SCR (Seychelles)	14,9512	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,4152
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8440	EURO/MUR (Maurice)	39,7419	EURO/BBD (La Barbade)	2,2349
EURO/SGD (Singapour)	1,5015	EURO/BRL (Brésil)	3,6478	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,487
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,6210	EURO/VEF (Vénézuéla)	11,1583	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3278,3256	EURO/XCD (Dominique)	3,0165	EURO/FC (Comores)	491,96775

Évolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : Hervé GONSARD - Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Éditeur et Imprimeur : IEDOM - BP 500 - 97 600 Mamoudzou

Achevé d'imprimer le 22 août 2016 - Dépôt légal : août 2016 - ISSN 1240 - 280 X